

"Si nous restons dans la CEE, nous n'avons aucun espoir de voir la situation s'améliorer" dans The Guardian (9 mai 1975)

Légende: Le 9 mai 1975, le quotidien anglais The Guardian publie une intervention de Peter Shore, ministre britannique du Commerce, en faveur d'un retrait du Royaume-Uni des Communautés européennes.

Source: Problèmes politiques et sociaux: Articles et documents d'actualité mondiale : Le référendum européen en Grande-Bretagne (5 juin 1975). dir. de publ. Serre, Françoise de la; Leruez, Jacques. 22.08.1975, n° 265. Paris: La Documentation française. "Si nous restons dans la CEE, nous n'avons aucun espoir de voir la situation s'améliorer", auteur:Shore, Peter , p. 30-31.

Copyright: (c) La Documentation Française / Problèmes politiques et sociaux 01

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/si_nous_restons_dans_la_cee_nous_n_avons_aucun_espoir_de_voir_la_situation_s_ameliorer_dans_the_guardian_9_mai_1975-fr-3482ed50-f2bd-4be8-ac70-be8ef0df7a23.html

Date de dernière mise à jour: 13/09/2013

Si nous restons dans la CEE, nous n'avons aucun espoir de voir la situation s'améliorer nous avons au contraire la certitude que nos charges s'accroîtront

Avant que nous n'adhérions au Marché Commun, la première question qui se posait, sur le plan économique, était de savoir si notre prospérité serait accrue ou diminuée du fait de notre adhésion. Les partisans du Marché Commun assuraient que l'entrée dans ce qu'ils appelaient un « vaste marché interne de 250 millions de consommateurs » mettrait l'industrie britannique à l'abri des cycles « récessions-reprises », qui ont caractérisé l'économie du Royaume-Uni dans la période d'après-guerre. Ils affirmaient également que les investissements seraient stimulés et que la balance commerciale britannique s'en trouverait considérablement améliorée.

Les adversaires du Marché Commun, quant à eux, affirmaient que ces gains étaient des plus hypothétiques, alors que des préjudices résulteraient de l'appartenance à la Communauté. En effet, l'abandon par le Royaume-Uni de ses accords préférentiels avec les pays du Commonwealth et de l'A.E.L.E., l'obligation d'acheter au prix fort les produits d'une agriculture européenne protégée, de libérer les mouvements de capitaux vers la C.E.E. et de laisser les sociétés britanniques s'implanter dans les pays du Marché Commun, enfin la contribution exorbitante au budget communautaire imposée à la Grande-Bretagne, tout cela devait se traduire non par un bénéfice, mais par une sérieuse diminution de notre prospérité, dans la mesure où la situation de notre balance des paiements continuerait à se détériorer.

A l'heure actuelle, trois ans et demi après la signature du Traité d'adhésion par M. Heath en janvier 1972, il ne s'agit plus de nous interroger sur notre prospérité mais sur notre survie. Au cours de cette période, nous n'avons pas seulement assisté à une détérioration des relations économiques du Royaume-Uni avec la C.E.E., mais à quelque chose qui ne peut être qualifié que de désastre ou d'effondrement.

Le tableau 1 met en évidence l'évolution de notre commerce.

Comme on peut le voir, le déficit de notre balance commerciale avec l'ensemble des pays du Marché Commun est passé d'un déficit tolérable de 180 millions de livres en 1971 à un déficit, inacceptable, de plus de 2 000 millions de livres en 1974. Deux facteurs décisifs expliquent particulièrement cette situation : d'abord le fort accroissement de nos importations de produits alimentaires en provenance de la C.E.E. et, ensuite, le terrible renversement de situation en ce qui concerne les échanges de produits manufacturés entre la Grande-Bretagne et la C.E.E. Ce second facteur est responsable de près de la moitié de notre déficit.

Le tableau 2 montre l'évolution des mouvements de capitaux, pour lesquels l'écart entre les sorties de capitaux britanniques et les entrées de capitaux du Marché Commun s'est creusé considérablement en quelque trois ans. Les chiffres de 1974 ne sont pas encore disponibles, mais il n'y a aucune raison de penser qu'ils ne révéleront pas la même tendance. A cela s'ajoute le fait que les investissements dans l'industrie britannique, loin de connaître une reprise, n'atteignent même pas le niveau de 1970.

Il serait bien sûr stupide de prétendre que tous les problèmes économiques que rencontre la Grande-Bretagne sont dus à l'appartenance à la C.E.E. En fait, le quintuplement du prix du pétrole avec ses incidences sur la balance des paiements et les poussées inflationnistes qu'il a engendrées comme le renchérissement des matières premières ont fait passer au second plan les effets désastreux de notre adhésion au Marché Commun. Les problèmes pétroliers, nous les partageons avec tous les autres pays développés; quant à la hausse des prix des matières premières, elle s'est maintenant arrêtée, comme le montre la chute des prix intervenue au cours des six derniers mois.

Cependant, si nous restons dans la C.E.E., nous n'avons aucun espoir de voir la situation s'améliorer ; nous avons, au contraire, la certitude que nos charges s'accroîtront, étant donné que nos politiques qui, à l'heure actuelle, ne sont que partiellement alignées sur celles de la C.E.E., sont en voie de l'être totalement. Cela signifie en particulier que nous serons d'abord obligés d'abandonner totalement notre politique nationale traditionnelle qui consiste à acheter des produits alimentaires sur le marché mondial (où un grand nombre d'entre eux sont moins chers) et que nous devrons acheter les produits agricoles européens protégés à des prix élevés.

Par ailleurs, le Traité d'adhésion nous obligera à nous conformer au programme de libéralisation des mouvements de capitaux, ce qui, à coup sûr, accroîtra l'hémorragie des capitaux britanniques. Troisièmement, en dépit de la révision des accords, le fardeau que représente la contribution du Royaume-Uni au budget de la C.E.E. sera de plus en plus lourd.

L'avenir est donc réellement effrayant. Le volume de notre déficit et le fait que nous ne soyons pas compétitifs dans le domaine industriel ne peuvent qu'entraîner la fermeture progressive des entreprises britanniques et l'augmentation du chômage au Royaume-Uni. Cela signifie également que les entreprises britanniques seront de plus en plus nombreuses à décider d'implanter leurs nouvelles usines dans le triangle d'or de l'Europe, où à l'heure actuelle les perspectives d'investissements rentables sont incontestablement meilleures. S'il en était ainsi, il s'ensuivrait que les travailleurs britanniques et leurs familles seraient de plus en plus nombreux à émigrer vers les points du continent où des emplois sont offerts. Tout cela aboutirait à désindustrialiser la Grande-Bretagne, à saper notre économie et à compromettre nos réels espoirs de redressement.

Il va presque sans dire donc que le retrait de la Communauté est essentiel à la survie de la nation britannique. Actuellement, l'Europe nous coûte cher et rien ne laisse présager que cela cessera. Les règles de la concurrence, la libre circulation des marchandises, des personnes et des capitaux et la liberté d'établissement dans les pays du Marché Commun convergent vers une « solution » qui, si toutefois elle existe, ne peut pas être trouvée à l'intérieur du Royaume-Uni, mais à l'intérieur du Marché Commun dans son ensemble.

A ceux qui disent que le retrait ne servira à rien, je répondrai ceci. Premièrement, nous ferons des économies de plus en plus importantes, en retrouvant la liberté d'acheter des produits alimentaires (nous sommes les premiers importateurs de produits alimentaires d'Europe) sur le marché mondial. Deuxièmement, le droit de contrôler les mouvements de capitaux vers la C.E.E. et de freiner l'implantation de sociétés britanniques dans les pays du Marché Commun permettra de couvrir une large part de notre déficit. De plus, nous n'aurons pas à l'avenir, à engager, comme celle était prévu, d'importantes dépenses supplémentaires sous la forme d'une pleine contribution au budget de la C.E.E. Quant aux échanges de produits industriels, une zone de libre échange n'améliorerait pas en elle-même la balance commerciale des produits manufacturés ; mais notre liberté commerciale retrouvée pourrait nous permettre de modifier le calendrier concernant le désarmement douanier entre la Grande-Bretagne et la C.E.E.

Ce dont la Grande-Bretagne a le plus grand besoin à l'heure actuelle, c'est d'un sursis. Nous avons besoin de temps et de liberté pour moderniser et développer notre potentiel industriel. Il faut qu'on nous laisse le temps d'exploiter, pour notre propre compte, nos importantes réserves pétrolières. Il faut que nous puissions nous intéresser davantage aux marchés du monde entier, qui se développeront beaucoup plus vite que ceux de la C.E.E. et qui représentent déjà deux tiers de notre commerce global. Notre balance commerciale avec ces marchés est excédentaire, sauf pour le pétrole.

Il n'y a aucune raison pour qu'un pays de 55 millions d'habitants, riche en énergie, ayant atteint un haut niveau technologique et possédant autant de talents, ne puisse survivre et prospérer dans l'avenir. En fait, si nous parvenons à nous libérer de cette obsession du Marché Commun, du sentiment d'échec et de la perte de dynamisme dont la propagande en faveur du Marché Commun est en grande partie responsable, les années quatre-vingts peuvent fort bien être une décennie de renaissance économique et politique pour la Grande-Bretagne.

Tableau 1

Echanges commerciaux de la Grande-Bretagne avec l'Europe des Six d'après les statistiques du commerce extérieur

Tableau 2

Investissements directs du Royaume-Uni dans le C.E.E. élargie et de la C.E.E. élargie au Royaume-Uni

Shore (Peter) (*). - « In the EEC there is no prospect of relief ; rather the certainty of growing burdens » [Si nous restons dans la C.E.E., nous n'avons aucun espoir de voir la situation s'améliorer ; nous avons au contraire la certitude que nos charges s'accroîtront] The Guardian, Manchester, 9 mai 1975. - Traduit de l'anglais par La Documentation Française.